



Formation Spécialisée de la DDFIP de la LOIRE du 4 avril 2024

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Le 12 mars dernier, Emmanuel Macron s'est adressé aux hauts fonctionnaires. Un discours révélateur de la volonté de détruire la Fonction Publique, en intimant le devoir d'accélérer et d'exercer les réformes pour obtenir des résultats.

Le mercredi 20 mars 2024 Gabriel Attal, Premier Ministre et ancien ministre délégué chargé des Comptes Publics et Thomas Cazenave, actuel ministre délégué chargé des Comptes Publics ont présenté le bilan du plan de lutte contre les fraudes sociales, fiscales et douanières.

Qualifier de record historique les 15,2 Mds d'euros de mises en recouvrement est une nouvelle fanfaronnade gouvernementale. C'est oublier les 16,1 Mds de 2018 (avant la Covid) ou les 21,2 Mds de 2015.

Pour Solidaires Finances Publiques, mettre sur un même plan la lutte contre la fraude aux cotisations sociales des employeurs (estimée à environ 10Mds d'euros), la fraude aux prestations sociales (estimée à environ 2Mds d'euros) et la lutte contre la fraude fiscale (80 à 100 Mds d'euros) en dit long sur les choix politiques actuels et ne peut que renforcer le sentiment d'injustice fiscale et sociale.

Pour Solidaires Finances Publiques, la question de la lutte contre la fraude fiscale et du poids qu'elle représente sur nos finances publiques mérite mieux qu'un état d'agitation perpétuel.

De plus, Le couperet est tombé avec la publication du chiffre du déficit public par l'INSEE qui dépasser largement les 5 % pour 2023. Loin donc des prévisions toujours optimistes du Ministre de l'économie Bruno Le Maire. Situation financière tellement préoccupante que le président a été obligé de réunir en urgence le sommet de l'État autour... de plateaux de fruits de mer pour rechercher des pistes d'économies, avec en ligne de mire l'État social.

Cette situation n'est pas due au hasard mais bel et bien aux choix politiques et économiques exclusivement dévolus aux plus riches depuis le 1er quinquennat d'Emmanuel Macron. Cette politique rime avec du toujours moins, pour les recettes publiques et toujours plus de subventions publiques et d'exonérations de cotisations pour les entreprises sans aucune contrepartie.

Face à cette situation, Bruno Le Maire cherche des économies.... Solidaires Finances Publiques lui propose des recettes !

- La taxation des dividendes à 1% , qui pourrait rapporter 1 milliard.
- Le rétablissement de l'impôt sur la fortune, environ 3 milliards

- Une revue des niches fiscales qui s'élevaient en 2022 à 94,2 milliards permettant de déterminer celles qui doivent être supprimées ou réformées.

- La fin de la baisse des impôts de production qui a engendré une chute des rentrées fiscales de 14 milliards en 2021.

-La mise en place d'un impôt sur les sociétés progressif... etc, etc.

Sans surprise, ce ne seront pas ces choix-là que le gouvernement Macron fera pour renflouer les caisses de l'État mais aussi pour instaurer plus de justice sociale.

Au contraire, les pistes annoncées sont toujours, du moins pour la majorité de la population, moins pour les services publics, moins de fonctionnaires, moins de protection sociale, moins d'égalité...

En un mot , toujours plus d'austérité pour les uns, toujours plus de richesses pour les autres!

Solidaires Finances Publiques mettra toute son énergie dans l'unité la plus large pour continuer à combattre ces politiques d'austérité.

A la DGFIP, Solidaires Finances Publiques n'a cessé d'alerter sur la situation alarmante en matière d'exercice des missions et des conditions de travail des personnels avec notamment 36000 suppressions d'emplois depuis 2008, date de la création de la DGFIP.

Monsieur Le Président, voilà maintenant un an que les nouvelles instances ont vu le jour. Si nous devons dresser un bilan, on pourrait citer le fiasco du déploiement de GMBI et des bugs informatiques qui n'ont cessé de fragiliser les services... Un règlement intérieur qui a mis du temps à être fourni, et toujours plus d'incompréhension .

Notre nouvelle Directrice Générale semble partager avec nous ce constat.

Elle rappelle dans son message à l'attention de tous les agents qu'elle « sait l'écart qui peut exister entre le projet pensé en Centrale et sa concrétisation sur le terrain ».

Elle poursuit : « la co-construction et l'expérimentation ne sont pas des mots vides de sens pour moi ». Nous jugerons bien évidemment sur les actes, mais ce constat lucide nous pousse à espérer un dialogue social plus efficace grâce à plus de respect et d'écoute des agents et de leurs représentants.

Enfin, nous constatons 7 points à l'ordre du jour et les points divers. S'il s'avérait que l'ensemble des points ne puissent être étudiés dans un temps raisonnable, Solidaires Finances Publiques demandera le report des points non vus à une date ultérieure.

Comme à l'accoutumée, nous remercions les acteurs de prévention pour leur travail et leur disponibilité malgré des emplois du temps contraints et une charge de travail importante.